



L'édito

MICHEL DARBELLAY
directeur de la Chambre
jurassienne d'agricultureCe que demande
l'initiative

Renforcer l'approvisionnement et lutter contre la perte des terres cultivables: l'initiative «Pour la sécurité alimentaire» vise clairement à faire mieux qu'aujourd'hui où la notion d'approvisionnement est souvent reléguée au second plan. Lorsqu'un projet immobilier se profile, les autorités relativisent l'impact sur le sol. Lorsqu'un espace cours d'eau est défini, les autorités minimisent l'emprise sur les surfaces d'assolement. Lorsqu'un agriculteur se pose la question de ne plus produire pour paradoxalement gagner davantage, on semble trouver cela normal puisque c'est la politique agricole qui le veut. Lorsque les stocks de céréales fourragères sont épuisés à fin janvier: pas grave on importe ce qu'il manque. Sans sombrer dans l'alarmisme, cessons de tout relativiser et de croire que tout est toujours acquis.

L'évolution de la société nous a fait oublier que l'alimentation est à la base de la vie et de notre santé. Assurer la sécurité alimentaire, c'est garder la main sur notre alimentation. La filière agroalimentaire suisse, contrôlée du champ à l'assiette et tracée de l'animal à l'entrecôte, offre les meilleures garanties aux consommateurs. Produire ce que l'on peut produire, dans le respect de la durabilité, doit redevenir une priorité de la politique agricole.

L'initiative ne vise pas l'autarcie qui n'a d'ailleurs jamais été atteinte, mais le maintien d'un approvisionnement indigène prépondérant, composé de denrées alimentaires diversifiées. Par cette initiative, l'agriculture ne revendique pas des contributions supplémentaires mais une meilleure allocation des soutiens existants. Elle demande surtout de meilleures conditions-cadres pour positionner la production suisse face à la concurrence étrangère, en garantissant à long terme aux consommateurs une alimentation indigène de qualité.

Initiative populaire

La sécurité alimentaire en question

L'approvisionnement alimentaire revient sur le devant de la scène. L'initiative populaire «Pour la sécurité alimentaire», lancée par l'Union suisse des paysans en février dernier, ouvre le débat sur ce que l'on attend de notre approvisionnement. L'augmentation de la population tant sur le plan suisse qu'international, la perte des terres cultivées et la raréfaction des ressources sont autant de facteurs qui imposent une prise de conscience.

On serait tenté de dire que l'on ne risque rien, que s'il l'on manque de nourriture, il suffit d'importer. Importer, mais sans savoir ce qui se cache derrière les produits, que ce soit au niveau des populations locales, de la protection des travailleurs, de la protection des animaux ou encore de la protection de l'environnement. On reprend cependant vite conscience de l'importance d'un approvisionnement de proximité, lorsqu'un scandale éclate dans la filière agroalimentaire internationale où tous les coups semblent permis dans la course au profit. Des poulets à la dioxine, des cochons chinois dopés au clenbutérol, des œufs issus de poules en cages, des céréales OGM, des usines d'animaux incommensurables: autant de choses bannies en Suisse et qui peuvent pourtant se retrouver dans nos assiettes.

Produire ou ne pas produire?

Force est de constater qu'au fil des réformes agricoles, la production indigène a été laissée de côté au point que les incitations à l'extensification ont pris le dessus. Or, la mission première de l'agriculture est d'approvisionner la population en denrées alimentaires issues d'une production durable et dont la sécurité



■ Garder la main sur notre alimentation ou dépendre davantage des importations: la question est posée.

alimentaire est assurée. Mais aujourd'hui, ne pas produire devient parfois plus rentable que produire, cherchez l'erreur! Une exploitation moyenne jurassienne de 40 ha, qui ferait le choix d'extensifier à l'excès, ne produirait de l'alimentation que pour 25 personnes. En comparaison, une ferme laitière de même taille, exploitée de manière durable, permet d'alimenter 400 personnes, pour un revenu similaire mais bien plus de besoins en travail. De quoi décourager de produire.

Des progrès tangibles

Depuis plus de vingt ans, l'agriculture suisse a significativement progressé dans les domaines de l'écologie, du bien-être animal et de la protection des ressources. L'Union européenne lui entame timidement le pas avec son «verdissement» de la politique agricole commune (PAC). En Suisse, il ne s'agit pas de revenir en arrière sur ce qui a été fait, et bien fait. Il ne s'agit pas non plus de nier des efforts encore à consentir. En revanche, poursuivre une écologisation forcée et excessive de l'agriculture suisse serait un par-

fait non-sens. L'agriculture suisse peut être productive tout en étant durable. La preuve avec les prestations écologiques requises, la production biologique et les actuelles surfaces de promotion de la biodiversité. Mais consacrer encore davantage de surfaces que les 130 000 ha actuellement dévolus à l'écologie, ne ferait qu'accroître notre dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger. Sans compter que chaque seconde, 1 m² de terres cultivables disparaît au profit de l'urbanisation. La Suisse est déjà l'un des pays à posséder le moins de terres arables, avec 5 ares par habitant soit 11 fois moins que les Etats-Unis et 17 fois moins que la Russie.

Au niveau mondial, avec déjà un milliard de personnes souffrant de malnutrition, avec la perspective des neuf milliards d'habitants sur terre en 2050 et alors que l'alimentation devient le défi de nombreux pays, renoncer à produire, n'est-ce pas finalement le luxe de l'enfant gâté? CJA

Informations et feuilles de signatures sur www.securitealimentaire.ch

Eclairage

Les engagements de l'agriculture suisse

Agriculture familiale Les familles paysannes suisses œuvrent au quotidien pour une alimentation saine et de proximité.

Zone agricole Base de production avant tout, la zone agricole est aussi la plus grande aire de délassement du pays, élément fort de notre qualité de vie.

Traçabilité Les animaux de rente sont identifiés au moyen de marques auriculaires garantissant la traçabilité et la sécurité alimentaire jusque chez le consommateur.

Contrôles Les prescriptions auxquelles les agriculteurs doivent se conformer font l'objet de contrôles par des organes accrédités. Des sanctions sont prononcées en cas d'infractions.

Bilan de fumure Les exploitations doivent présenter un bilan de fumure équilibré ou convenir de contrats de cession pour les engrais de ferme excédentaires.

Environnement Les exploitations assurent au minimum 7% de surfaces de promotion de la biodiversité (3,5% en cultures spéciales). La mise en réseau de ces surfaces améliore les effets sur la biodiversité.

Effectifs maximums Les usines d'animaux sont interdites en Suisse et c'est tant mieux. Des effectifs maximums sont

fixés par exploitation comme par exemple 18 000 poules pondeuses, 1 500 porcs ou encore 300 veaux à l'engrais.

Protection des animaux L'agriculture suisse respecte les plus hauts standards de protection des animaux. Les sorties régulières en plein air et les systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux représentent un engagement supplémentaire en faveur du bien-être animal.

Protection des eaux L'agriculture suisse assure des volumes de stockage de lisier pour gérer les effluents tout au long de l'année. Des distances par rapport aux cours d'eau sont à respecter pour la fumure et les traitements.

Produits phytosanitaires Les traitements tiennent compte des seuils de tolérance et des prévisions des services phytosanitaires. L'homologation des produits est du ressort de l'Office fédéral de l'agriculture.

Rotation de cultures Les exploitations comptant plus de 3 hectares de terres ouvertes doivent assurer au minimum 4 cultures différentes, avec une rotation adéquate sur chaque parcelle. Elles contribuent par là au maintien et à l'amélioration de la fertilité des sols. CJA

Chiffres clés

1 m² de terre cultivable disparaît chaque seconde en Suisse, au profit des constructions et des infrastructures.

2,7 milliards de francs de revenu sectoriel de l'agriculture suisse en 2012 contre 4,3 milliards de francs en 1990. La situation économique du secteur s'est sensiblement dégradée malgré l'introduction des paiements directs.

83,2 millions d'hectares acquis par d'autres Etats ou investisseurs depuis le début des années 2000, de par le monde. Le phénomène du Landgrabbing illustre les prémices du défi alimentaire mondial.

40% inférieur aux salaires comparables. Malgré les paiements directs, le revenu agricole mensuel moyen s'élève à 3 600 fr. par unité de travail familial, soit environ 15 fr. de l'heure. La durabilité de l'agriculture passe également par une amélioration de sa situation économique.

53% de taux d'autoapprovisionnement indigène, calculé en calories. Ce taux, parmi les plus bas au monde, ne cesse de s'éroder de manière lente mais non moins préoccupante, accroissant de fait notre dépendance aux importations.

98% de la surface agricole utile suisse est exploitée selon les règles des prestations écologiques requises.

Avec le soutien de

PROCHES DE VOUS.
LES PAYSANS SUISSES.
www.agriculture.ch



agrisano